RAPPORT ANNUEL 2019

GREA

GROUPEMENT ROMAND D'ETUDES DES ADDICTIONS

« Ce qu'on apprend au milieu des fléaux, c'est qu'il y a dans les hommes plus de choses à admirer que de choses à mépriser »
Albert Camus (1913-1960)

Billet du président 2

Les plateformes 3

Plateforme Adolescents
Plateforme Alcool
Plateforme Fonctions dirigeantes
Plateforme Genre et Dépendances
Plateforme Gouvernail
Plateforme Jeu excessif
Plateforme Nightlife
Plateforme Prévention
Plateforme Prisons
Plateforme Réduction des risques
Plateforme Travail social hors-murs
Plateforme Usagers
Coordination interplateformes

L'invité 7

Les formations 10

Interventions dans des cursus de formation
Formations sur mesure
Journées publiques

Coup de projecteur 11

Rapport Geneva Drug Policy Week

Les projets 13

Alcochoix+ / Mes Choix
Semaine Alcool
Prévention Intercantonale Alcool (PIA)
Brochure Nightlife
Projet Mutations et Évolutions du résidentiel

Les mandats 15

Académie des Dépendances
CRIAD – Coordination Romande des Institutions et organisations œuvrant dans le domaine des Addictions
Du PNA aux Stratégies Addictions et MNT
FORDD – Fédération romande des organismes de formation dans le domaine des dépendances
FORDD – Etude pour réaliser un nouveau DAS
Hyperconnectivité
Intervention Précoce (IP)
PILDJ - Programme intercantonal de lutte contre l'addiction aux jeux
Recherche sur les Jeux de Hasard et d'Argent en Ligne (JHAL)
RIL - Rencontre Intercantonale Latine

Politique et représentation 18

Communication et publications
Politique

L'association 21

Finances 22

BILLET DU PRÉSIDENT

G-R-E-A: que 4 lettres, que 5 points au Scrabble, pas de quoi impressionner et pourtant… Et pourtant les activités de ses membres et de son secrétariat couvrent un monde vaste, multidisciplinaire et passionnant. Avec ses 12 plateformes, ses quelque 450 membres, ses nombreuses formations, ses multiples mandats, ses publications et ses prises de position, son nouveau site Internet, ses interventions dans l'espace public et dans les médias, sans parler de sa foule de projets, le GREA jouit d'une reconnaissance forte tant de la part de ses membres que des acteurs publics ou privés, nationaux ou internationaux. Comme vous pourrez le constater à la lecture de ce rapport annuel, son équipe (13 professionnels) et son comité (14 membres) ont travaillé avec acharnement cette année 2019.

Les pages qui suivent vous informent de toutes les activités du secrétariat, activités qui nous ont cette année à plusieurs reprises conduits au-delà des frontières romandes (la Geneva Week, les collaborations en matière d'évaluation de politiques publiques ou les formations avec nos amis français, belges et canadiens, par exemple). Ce que ne peuvent pas faire ces pages, par contre, c'est refléter le gigantesque travail nécessaire à la réalisation des prestations ni la souplesse, l'engagement et la créativité dont font preuve les collaborateurs·trices de votre secrétariat au quotidien!

Je suis toujours, après huit années de présidence, enthousiasmé par l'évidente utilité du GREA qui se réaffirme chaque année. Dans un univers toujours plus complexe et mouvant, chacun peut s'arroger le titre de spécialiste de telle ou telle question et asséner des vérités toutes relatives (toute ressemblance avec ce que vous vivez avec le traitement de la Pandémie de COVID-19 dans les médias et sur les réseaux sociaux est fortuite). Il est alors urgent et nécessaire de faire circuler la pensée et les opinions des spécialistes, de combattre les idées simplistes et enfermantes, de stimuler les réflexions et les initiatives. Permettre les débats et la création de réponses innovantes au service d'une société en mutation, c'est à n'en pas douter une des principales missions du GREA. Tenter de re-donner du sens à des situations parfois insensées reste un impératif pour le GREA. Il remercie ses membres et ses partenaires qui se rassemblent avec nous pour être une force de propositions à destination de tout citoyen, quels que soient sa fonction ou son statut. Ceci afin de promouvoir une lecture humaniste nourrie par les différentes disciplines scientifiques, les nombreuses expériences et des situations complexes du champ multidisciplinaire des addictions.

Pour ce que vous offrez chaque jour, je tiens à vous adresser à toutes et tous, membres du GREA, collaborateurs·trices, membres du Comité, partenaires, mes remerciements et mon admiration pour votre engagement au sein de votre association.

Cédric Fazan, Président du GREA

Les plateformes du GREA occupent une place importante dans le réseau des addictions en Suisse romande. Elles permettent aux professionnels d'échanger sur les pratiques de chacun, débattre de thèmes d'actualité ou tout simplement partager les questions et les doutes qui émaillent le quotidien. De ces plateformes naissent des relations professionnelles, des collaborations plus étroites et parfois des projets communs. Signe de cette vivacité : la naissance en 2016 de la douzième Plateforme Fonctions dirigeantes. La Plateforme Prisons a été relancée.

Plateforme Adolescents

Coordination : *Romaine Jacquier, DEPART/CHUV, Lausanne*

La plateforme Adolescents s'est réunie à trois reprises en 2019, réunissant à chaque fois plus d'une dizaine de membres provenant de différents horizons professionnels en Suisse romande (éducation, insertion, service de soins en addictions, justice des mineurs, pédopsychiatrie, …). Cette interdisciplinarité qui avait été recherchée par la PF, enrichit les échanges autour de pratiques et thématiques actuelles. Deux thèmes ont été traités en particulier : l'hyperconnectivité et la prévention. Nous avons découvert les travaux du Groupe d'Experts « Cyberaddiction en Suisse » et du GREA s'adressant aux professionnels en contact avec proches et parents inquiets sur la consommation d'écrans de leurs enfants. La PF a aussi eu le loisir de visiter les locaux de la FVA qui a présenté le secteur prévention et les différentes actions menées par leurs services aussi bien dans les écoles qu'en milieu festif ou concernant la circulation routière.

Plateforme Alcool

Coordination : *Françoise Kündig, Fondation Estérelle-Arcadie, Vevey*

Quatre plateformes alcool ont été organisées cette année. Les objectifs de celles-ci restent l'échange autour de thèmes communs comme la journée Alcool et la semaine « enfant de parents dépendants ». Connaître les différentes activités portées par les différents acteurs du réseau romand. Partager autour des changements de la prise en charge des addictions dans les différents cantons afin de comprendre certains enjeux de cette politique.

Les thèmes abordés cette année ont été les suivants :

- Mes Choix, les nouvelles versions d'Alcochoix +
- Le résidentiel et ambulatoire, prise en charge complémentaire
- Addiction : alcool et drogues illégales, quelles conséquences ?
- Questionnement autour de la dépénalisation du cannabis
- Journée alcool : briser le tabou
- Le coût des prises en charge et des pressions politiques sur cette prise en charge

Plateforme Fonctions Dirigeantes

Coordination : *Nicolas Cloux, Le Tremplin, Fribourg*

Au cours de cette année, deux thèmes principaux ont occupé une large place dans les discussions de la PF des fonctions dirigeantes.

Le premier d'entre eux s'est porté sur la question de la plus-value de la prise en charge en milieu résidentiel. À l'heure où l'on parle encore d'économie, d'efficience et d'efficacité, ce modèle de prise en charge vient peu à peu à être remis en cause. Les quatre rencontres de la plateforme ont abordé ce sujet. Aussi, pour défendre ce mode d'accompagnement et afin de donner du poids à notre propos, nous avons mandaté le GREA pour faire une étude à ce sujet. Celle-ci s'adresse aux collaborateurs, aux résidants des institutions ainsi qu'à leurs partenaires. À la fin 2019, le descriptif de cette recherche, son budget ainsi que la participation des structures concernées ont été adoptés.

Le deuxième thème marquant abordé dans les discussions de la PF a été l'arrêt du 11 juillet 2019 du Tribunal Fédéral reconnaissant l'addiction comme une raison valable de solliciter des prestations de l'AI. Afin d'y voir plus clair, nous avons invité un représentant de l'Office AI de Vevey qui nous a amené de nombreuses informations intéressantes.

Sur le plan formel, nous avons décidé de changer de lieu de rencontre lors de chaque plateforme, dans le but de découvrir diverses structures. Merci aux collègues qui nous ont invités cette année.

LES PLATEFORMES

Plateforme GenreS et SexualitéS

Coordination : *Florent Jouinot, Aide Suisse contre le Sida, Lausanne*

Dans le prolongement de la rencontre interplateforme sur le thème « Genres, sexualités et addictions » (13.11.2018), la PF a poursuivi en 2019 ses échanges et réflexions sur l'inclusivité de divers champs de la santé sexuelle dans le domaine des addictions et de la réduction des risques liés aux consommations. Pour les enjeux de diversité sexuelle et de pluralité des genres, la PF a amorcé la rédaction d'un guide. Pour d'autres enjeux (droits sexuels, VIH/IST, grossesse) et leur interaction avec les addictions et consommations, la PF travaille à la mise en place d'un bottin de ressources à destination du réseau.

Plateforme Gouvernail

Coordination : *Catherine Dorthe, REPER, Fribourg*

En 2019, 3 plateformes « Gouvernail » ont été mises sur pied dans le cadre des plateformes du GREA. 2 Plateformes ont été utilisées pour le projet annuel d'envergure du programme : une évaluation de ce programme par les professionnel·le·s qui l'utilisent. La première plateforme a permis à la Haute École de Travail Social de Fribourg, en charge de cette évaluation, de mener parallèlement 2 focus group ; 15 personnes, issues de 9 institutions différentes dans 4 cantons romands ont permis de récolter le matériel pour cette évaluation. La dernière plateforme de l'année a ensuite permis de transmettre les résultats de ces focus group à ces mêmes personnes (9 personnes présentes). Enfin, la plateforme de juin a été plus classique, avec comme thématique la pleine conscience chez les adolescent·e·s. Elle a permis à 11 personnes de tester quelques exercices.

Plateforme Jeu Excessif

Coordination : *Romaine Darbellay, Promotion santé Valais, Sion et Svetlana Dimova, CHUV, Lausanne*

En 2019, les membres de la plateforme jeu excessif se sont réunis à trois reprises dans les locaux du GREA à Lausanne. En plus de ces trois rencontres, une journée nationale sur la question de la collaboration des institutions spécialisées dans les addictions avec les opérateurs de jeux dans le cadre de la nouvelle LJar a eu lieu à Berne en juin 2019. Les discussions ont porté de nombreuses thématiques, toutes passionnantes et actuelles. Citons notamment la nouvelle loi avec son entrée en vigueur le 1er juillet 2019. Le contexte a changé avec la fin de l'obligation pour les opérateurs de collaborer avec les institutions de traitement et prévention, ce qui pose de nombreux défis, et qui a réactivé notre projet de charte. La PF a également collaboré activement avec nos collègues alémaniques sur ces enjeux nationaux, avec une journée nationale organisée à Berne. Les présentations ont permis d'amorcer des échanges nourris autour des 2 questions centrales, la collaboration des institutions spécialisées avec les opérateurs dans leur programme de mesures sociales et celle de la levée des exclusions.

La plateforme a aussi suivi les questions plus opérationnelles, comme le stand Tous joueurs, le numéro vert du PILDJ, ou les actions de prévention dans les casinos. La PF a aussi écrit à la ComLot pour dénoncer certaines publicités déplacées, démarche qui a connu un certain succès.

Plateforme Nightlife

Coordination : *Elisa Rosselli, Point d'Chute, Neuchâtel et Roxane Mégevand, Nuit Blanche ? / Première Ligne, Genève*

La Plateforme Nightlife regroupe les professionnels actifs dans les domaines de la prévention et de la réduction des risques en milieu festif. En 2019, les membres de la plateforme se sont réunis deux fois en séance plénière, lors desquelles des intervenants externes ont été invités. Les professionnels de la plateforme ont notamment pu profiter d'une présentation du rapport MARSTUP. Le 2 novembre 2019, a eu lieu la rencontre romande pour les pairs du milieu festif, mise en place par le groupe « Formation ». Accueillie par l'équipe des Health Angels, cette première édition a été l'occasion pour les pairs participants d'approfondir leurs connaissances sur l'approche du public et l'intervention brève ainsi que de se rencontrer et d'échanger sur les pratiques de chacun.

Le groupe « Brochure » se concentre sur la rédaction d'un document de référence, qui met en avant les actions et projets romands existants et propose un argumentaire en faveur des mesures de prévention et réduction des risques en milieu festif. Cette brochure est actuellement en phase de finalisation, afin de pouvoir envisager son impression pour 2020.

Plateforme Prévention

Coordination : *Valérie Wenger Pheulpin, Responsable de la prévention à Addiction Neuchâtel, Chaux-de-fonds*

La plateforme Prévention est constituée d'une quinzaine de membres issus des cantons romands, d'institutions romandes ou nationales. La PF s'est réunie à trois reprises en 2019. En début d'année, elle a bénéficié d'une présentation d'Addiction Suisse sur le thème des enfants de parents dépendants, un sujet mis en avant dans le cadre d'une semaine de prévention menée chaque année en février. Pour la deuxième rencontre de l'année c'est Promotion Santé Valais qui a proposé aux membres de la Plateforme de vivre une expérience originale en testant son nouveau dispositif « Escape Addict ». Un outil de prévention innovant qui utilise les aspects attractifs du jeu pour susciter une réflexion chez les jeunes au sujet de différentes substances, consommations et addictions. Enfin la dernière séance de l'année a porté sur Prev@work, un projet de prévention des addictions pour les jeunes en formation professionnelle, en apprentissage ou en entreprise. Une approche combinant prévention des addictions et prévention des problèmes de santé psychique, basée sur la formation de multiplicateurs. Un dispositif allemand, adapté et traduit par Addiction Suisse.

Plateforme Prisons

Coordination : *Nicolas Peigné, Service de la Médecine Pénitentiaire, Genève, et Georges Gottignies, Fondation du Levant, Lausanne, Françoise Genillod-Villard, Fondation des Oliviers, Lausanne*

La plateforme prisons s'est réunie deux fois en 2019 sous la forme d'un « Café Pro ». Nous y avons abordé le « Projet d'implémentation du modèle R-B-R en milieu ouvert : l'exemple de la Fondation Les Oliviers », ainsi que le « Bilan et retour d'expériences de la prise en charge des détenus en matière d'addictions dans les prisons de Delémont et de Porrentruy depuis 2 ans » Cette nouvelle formule apporte une certaine convivialité à nos échanges et est plébiscitée à l'unanimité des participants.

En parallèle, le reste de l'année a été consacrée à l'organisation d'une demi-journée de réflexion intitulée : « Construire ensemble la santé en prison de demain ». En effet, la santé en prison suscite des débats au sein des différentes corporations concernées et soulève de nombreux défis. Au fil des différentes plateformes, une réflexion commune sur ce thème, et notamment la mise en place de mesures de réduction des risques liés aux consommations de substances, apparaît aujourd'hui nécessaire. Cette demi-journée qui s'est déroulée début 2020, en janvier, a été un succès. Elle a attiré des acteurs tant du milieu pénitentiaire, du milieu sanitaire que du milieu social. Elle a permis de mieux comprendre les attentes des parties prenantes, et de récolter les besoins des professionnels concernés. Il nous appartient maintenant en 2020 de transformer l'essai et d'analyser la teneur des débats afin d'élaborer des recommandations en vue d'une meilleure collaboration interdisciplinaire. Les attentes sont grandes, la richesse des débats en atteste. Les coordinateurs ainsi que les membres de la plateforme « Prisons » sont plus que jamais déterminés à faire progresser les réflexions en matière de réduction des risques dans les lieux de détention.

Plateforme Réduction des Risques

Coordination : *Thibaut Terrettaz, Rel'ier / Fondation Le Relais, Lausanne*

En 2019, plusieurs thèmes ont animé la Plateforme RdR, en commençant par la présentation de l'étude sur le pointage annuel du profil des usagères et usagers des centres à bas seuil d'accès du canton de Vaud par Unisanté et par la visite de l'Espace de Consommation Sécurisé à la Fondation ABS. La plateforme RdR a abordé le projet d'une formation romande de Réduction des Risques. Depuis les premières discussions, le GREA a mis sur pied une première édition qui verra le jour en 2020.

Jakob Huber, ancien directeur de la Fondation Contact à Berne, est venu partager ses 30 ans d'expériences en matière de RdR ; de la loi sur les stupéfiants dans les années 1950, en passant par les scènes ouvertes dans les années 1980 et l'ouverture de la première salle de consommation sécurisée à Berne en 1986. Nous retiendrons ses paroles inspirantes : « Quand la souffrance devient publique et qu'elle est visible, cela devient un défi moral et une force pour le changement. Pour initier le changement, il faut proposer une alternative ».

Plateforme Travail Social Hors-Murs

Coordination : *Pascal Jungo, REPER, Villars-sur-Glâne et Christel Richoz, REPER, Romont*

La plateforme Travail Social Hors-Murs (TSHM) s'est réunie quatre fois en 2019 dans différentes institutions de Suisse latine. Les rencontres de l'année écoulée ont toutes été consacrées à l'échange de pratiques. À la première séance, la PF a mis au cœur de ses échanges le travail social hors-murs face aux tensions dans le vivre ensemble. Puis, elle a thématisé sur les difficul-

tés que les jeunes rencontrent lors du passage à l'âge adulte. Dans sa séance d'automne, la PF s'est penchée sur les questions liées aux risques suicidaires en présence du coordinateur de STOP suicide afin d'étayer les analyses de pratiques. L'année 2019 s'est clôturée par une rencontre portant sur la thématique du genre. L'accent a également été mis cette année sur l'engagement volontaire d'un membre de la plateforme afin de poursuivre le relais avec les collègues TSHM suisses alémaniques regroupés au sein de la Fagass et de la DOJ. Une nouvelle personne a également été désignée pour représenter la PF TSHM latine au sein de Dynamo International qui coordonne le réseau international des travailleurs sociaux de rue. Une cartographie des postes et dispositifs de travail social hors-murs existant à l'échelle latine a été finalisée et la plateforme poursuit sa réflexion quant à sa diffusion. Parallèlement à ces réunions, les HETS de Genève et de Fribourg, pour qui le travail social hors-murs est un axe important d'enseignement et de recherche, ont mobilisé la communauté d'intérêts autour de la question de la formation continue des TSHM.

Plateforme Usagers

Coordination : *Gabrielle Badoux, Lausanne*

En 2019, la motivation s'est un peu essoufflée. Nous aimerions pouvoir élargir les dépendances représentées dans la plateforme, mais nous avons de la peine à trouver de nouvelles recrues, puis à les garder. Hormis nos amis fribourgeois de l'association PAVE et les représentants de la Radio FMR, peu de délégués d'autres associations sont disponibles pour se joindre à nos séances. La sauce a repris grâce à l'intervention de M. Jean-Félix Savary venu nous faire part du projet des « Collèges de rétablissement » sur le modèle de Pro Mente Sana. Les membres de la Plateforme ont accueilli le projet avec enthousiasme et se proposent d'y contribuer par l'apport de leurs idées et de leurs expériences. Il était prévu d'aller visiter les associations de chacun, voire plus. Ceci n'a malheureusement pas été possible, mais ce n'est que partie remise !

Coordination interplateformes

Responsable : *Marie Cornut, GREA, Lausanne*

Les plateformes du GREA sont des espaces de dialogue interdisciplinaires privilégiés permettant aux professionnels d'échanger sur leurs expériences et d'améliorer leurs pratiques. En 2019, le GREA a pu observer les résultats des efforts fournis en 2018 en matière de coordination interplateformes. Notamment grâce à la journée interplateformes organisée fin 2018. Celle-ci s'intitulait « Genres, sexualités » et addictions, et avait pour but de relancer la Plateforme « Genres et sexualités » du GREA. La plateforme a en effet accueilli de nouveaux membres à la suite de cet évènement et permis, durant l'année 2019, de concrétiser de nouvelles collaborations interdisciplinaires très prometteuses entre les domaines de la santé sexuelle et des addictions, notamment grâce au nouveau coordinateur très engagé qu'est Florent Jouinot d'aide Suisse contre le Sida.

Pierre Coucourde,
directeur général de la fondation Clair-Bois

Dans votre position de président d'AGOEER, quelles convergences voyez-vous entre les domaines du handicap et des addictions ?

J'observe des évolutions convergentes. Pour le handicap, il y a une évolution de la place que prend la personne en situation de handicap et la place qu'on lui fait. On est progressivement en train de changer de perspective par l'évolution de nos sociétés, et plus précisément du droit, afin de suivre une logique moins culpabilisante. Les domaines du handicap comme des addictions évoluent et commencent à admettre l'idée qu'une personne qui consomme des produits ou qui est en situation de handicap s'insère dans un contexte, dans une société qui peut induire un certain nombre de difficultés, mais qui peut à l'inverse faciliter des éléments d'intégration dans la communauté. Dans cette période de pandémie, on voit bien la place de ces deux populations, encore très marginalisées et enfermées chez elles.

Prenons l'exemple historique et aujourd'hui choquant du domaine de l'autisme. Un trouble du spectre autistique venait d'une « faute » de la mère selon la vision qui prévalait au début du siècle passé. Selon une approche psychanalytique, les parents avaient forcément fait quelque chose de faux : il y a la recherche d'une cause précise. On négligeait les critères biologiques, génétiques ou sociétaux, en partie parce que ces critères n'étaient évidemment pas encore connus. Le handicap était appréhendé comme le résultat d'une faute passée qu'il fallait payer d'une façon ou d'une autre selon une morale judéo-chrétienne. Après, on a évolué vers le paradigme médical, avec une tentative d'objectiver le handicap en réponse aux progrès de la santé et des soins, ce qui est la même logique que vous connaissez dans le domaine des addictions. Néanmoins, le regard de la société était toujours aussi violent et paternaliste. Depuis la fin du 19e siècle jusque dans les années 60-70, les lieux pour personnes handicapées étaient isolés de la ville, des sortes de phalanstères qui ne dérangeaient pas la société dans son fonctionnement, comme les centres pour les personnes toxicodépendantes. Cette vision induit quelque chose de l'ordre de l'apitoiement, mais pas de l'autonomie de l'individu par rapport à sa situation personnelle. De ce point de vue-là, on a une évolution qui est relativement proche du domaine des addictions.

Une autre convergence que je vois est l'actuelle réponse institutionnelle de tout le réseau du handicap. En effet, on observe une approche interdisciplinaire, mise en place plus fortement depuis les années 80. Le mouvement de l'interdisciplinarité est donc une solution intéressante. On a compris que la complexité des populations à accompagner impliquait de travailler de façon différente, en réseau, et avec des types de métiers très différents. Dans le domaine du handicap, il y a à la fois des soignants, mais également des éducateurs spécialisés, des enseignants spécialisés, des thérapeutes qui vont travailler autour de la personne et amener à la fois un champ de compétences et un champ de savoir-faire extrêmement utiles qui s'étendent à la psychiatrie, mais aussi à la sociologie. Les sociologues dans les institutions sont très appréciés, car l'enjeu devient systémique et dépasse l'individu.

Enfin, le domaine des addictions et celui du handicap partagent un objet commun. Au-delà de la personne concernée, c'est de la société dans son ensemble dont ils s'occupent. Nos domaines ont quelque chose

à apporter à la société. Il s'agit là d'un renversement de tendance. Avant, la vision paternalisme allait dire à la personne handicapée comment sa vie pouvait se réaliser. Aujourd'hui, les personnes qui travaillent dans le domaine du handicap ont la conviction que le handicap est complexe et qu'il peut apporter des réponses à de larges enjeux de société.

Si l'on se tourne maintenant vers le rôle des bénéficiaires dans les structures de gouvernance, quels sont les avantages que vous voyez à cela ?

Le domaine du handicap a fait une révolution copernicienne il y a une vingtaine d'années, encouragée par une évolution du droit. Les personnes en situation de handicap et leur famille ont combattu pour que leur parole soit reconnue. On est passé de *« la personne handicapée doit être satisfaite d'être dans une institution qui s'occupe d'elle »* à une logique du droit de participation, à travers de nouvelles prestations et de possibilités d'expression. Cela s'est concrétisé avec la convention sur la personne en situation de handicap, la CDPH, ratifiée par la Suisse en 2014. Les analyses régulières de sa mise en œuvre en Suisse par l'ONU montrent malheureusement des lacunes importantes. En effet, le fonctionnement des institutions depuis le début du vingtième siècle était marqué par une logique d'enfermement de la personne en situation de handicap. Cette évolution salutaire des mentalités fait qu'aujourd'hui il est de moins en moins concevable que les institutions ne les laissent pas faire leurs propres choix.

D'ailleurs, dans certains cantons, le système de financement des institutions est revu en se basant sur les besoins des personnes et non plus des institutions. Elles vont donc faire leurs choix pour les prestations dont elles ont besoin. Il faut voir ici une révolution des fonctionnements institutionnels puisque la personne en situation de handicap est habilitée à participer à sa propre vie. On se retrouve dans une logique client-fournisseur de prestations beaucoup plus que dans une logique paternaliste.

On est dans un changement de paradigme assez fondamental. Certaines institutions commencent à faire ce travail sur les questions de gouvernance, en intégrant les personnes en situation de handicap et leur famille. Cependant, l'évolution des prestations va prendre du temps parce qu'elle implique des changements fonctionnels importants. Donner la parole aux personnes en situation de handicap revient à renoncer à une forme de toute puissance de l'institution.

Y a-t-il des situations où vous n'avez pas pu mettre en place une inclusion des personnes concernées ?

Oui, objectivement oui. Dans le handicap sévère, certaines personnes ne s'expriment pas du tout, il y a très peu de mouvements que l'on peut interpréter et l'interaction est parfois compliquée. Si l'on veut être objectif, connaître l'opinion de ces personnes est extrêmement compliqué. En revanche, on s'appuie sur la famille, qui a la meilleure connaissance de la personne en question et qui va nous aider à interpréter un certain nombre de signaux. Dans les autres cas, les seules limitations viennent essentiellement du fait que les gouvernants se sont mis dans la tête que c'était trop compliqué et trop long.

Par rapport à la communication des personnes en situation de handicap sur leur propre condition, un bon exemple est l'émission de télévision Singularités, qui passe sur Léman Bleu tous les mois et qui est produite par Clair Bois. Elle montre qu'il est possible d'avoir l'avis des personnes concernées. Notre idéal institutionnel serait que ces personnes puissent siéger dans les conseils. Nos mentalités doivent évoluer pour que cela soit d'actualité.

Qu'est-ce que le MDH-PPH a amené ? Vous l'imaginez fécond pour le domaine des addictions ?

Commençons peut-être par expliquer ce qu'est le modèle PPH. L'idée de cette approche est de sortir de la représentation que le handicap est intimement lié à l'individu. Évidemment, la personne comporte en elle un certain nombre de facteurs qui sont liés à son système organique, qui peut être tout à fait fonctionnel ou moins. Le PPH cherche à se concentrer sur les aptitudes de l'individu, sur ses compétences, ses savoirs-faire et sur ce qu'il est en mesure de développer. Aussi, il s'intéresse à l'identité de la personne, d'où est-ce qu'elle vient, quelle est sa culture, etc. On ne parle pas du handicap de la même façon à quelqu'un d'une société occidentale ou dans une tribu africaine parce que le handicap sera perçu différemment dans ces deux cultures. Il y a donc un glissement d'une approche très individualiste vers une perspective qui s'appuie sur l'environnement de la personne. Le regard est posé sur la capacité de la personne à s'insérer dans son environnement et sa capacité d'interaction avec ce dernier.

Cette approche fonctionne pour tous les systèmes humains, c'est-à-dire pour toute personne qui, par ses caractéristiques intrinsèques, par ses difficultés d'adaptation à un contexte sociétal, se retrouve en marge, que ce soit pour des questions de handicap ou de consommations de substances. Cette façon de voir le monde est parlante puisque cela veut dire que la société peut tenter de gommer en grande partie les difficultés liées au handicap et faire en sorte que la personne se sente valorisée pour son rôle dans la société. Vous ne pouvez plus appréhender une problématique uniquement avec un regard médical parce qu'il amène un bon diagnostic. On aura aussi besoin de l'architecte, du sociologue, du politique, pour encourager certaines mesures plutôt que d'autres.

Le PPH permet aussi de déstigmatiser la personne en situation de handicap en renversant l'idée que la personne est « handicapée ». Elle l'est dans une situation donnée, pas forcément dans d'autres. En adoptant la bonne approche, nous pouvons ainsi renverser le statut, gommer les inégalités.

Voyez-vous un conflit entre les dispositifs actuels de financement et l'application de cette approche holistique qu'est le PPH ?

La problématique du financement des prestations des institutions est paradoxale. La confédération a signé une convention internationale qui va très clairement dans le sens du PPH. Il y a une très forte pression politique pour l'inclusion scolaire et pour gommer les inégalités. Dans le même temps, on est encore dans une représentation de la prestation qui est très en lien avec l'histoire du financement et son évolution - d'abord fédéral, puis ensuite cantonal - dans le domaine du handicap. On a un puzzle insolvable en Suisse. Certains cantons revendiquent des prestations individualisées avec un libre choix et d'autres cantons sont encore dans un financement institutionnel, avec un morcellement de la prestation, entre l'enfance, l'âge adulte, voire la santé, et les infrastructures. On ne raisonne pas en termes de politique publique, mais par dicastères, ce qui fait qu'il y a parfois peu de cohérence. C'est par contre une bonne nouvelle pour les faîtières comme les nôtres qui ont un rôle de fédération, de mise en cohérence.

Mais une nouvelle approche se dessine pour une communauté dans son ensemble et pour une cohérence de prestations à travers les âges et les situations. Ce n'est donc pas parfait au niveau du financement, mais si on se place à l'échelle européenne, voire mondiale, la Suisse n'a pas à rougir des prestations qui sont faites.

Par contre, la représentation du handicap est encore plutôt paternaliste. Des financements privés permettent d'innover dans certaines prestations, de les faire bouger pour sortir de cette approche paternaliste. Ce n'est pas encore le politique qui est le moteur de l'innovation, mais plutôt la communauté qui va bouger le politique pour que ça change. Par exemple, à travers des associations de familles fortes et structurées qui peuvent faire évoluer les pratiques ou la jurisprudence.

C'est un terrain où il faut lutter puisque le handicap fait encore peur, malgré tout. Il représente un risque dans la représentation communautaire ; il nous faut donc prendre des risques, être innovants, pour changer ces représentations et pour être plus performants et modernes. Notre système coûte cher dans sa forme actuelle, et pourrait être plus efficient en répondant mieux aux besoins. Nous avons donc un travail d'influence à faire pour montrer que, finalement, la logique financière peut tout à fait rejoindre la logique de l'amélioration de la prestation et de la prise en compte des besoins du bénéficiaire final. Si l'on parvient à lier les différents domaines dans ce sens, on aura gagné à l'échelle de la communauté suisse.

LES FORMATIONS

Le GREA propose des formations dans le domaine des addictions depuis plus d'une vingtaine d'années en partenariat avec la confédération. Les formations sont centrées sur la pratique et privilégient l'interdisciplinarité. Le GREA est certifié eduqua.

Coordination : *Lydia Schneider*

Formations réalisées en 2019

- **Prise en charge de l'usager en situation d'overdose et gestes de premiers secours 2x**
- **Sensibilisation à la prévention de la rechute basée sur la pleine conscience (MBRP) Niveau 1**
- **Introduction à l'IGT (Indice de Gravité de la Toxicomanie) 2x**
- **Substances psychoactives et nouvelles substances**
- **Entretien motivationnel Niveau 1**
- **Formation de base en addictions**
- **Consommation contrôlée de cannabis**
- **Alcool et vieillesse : comment en parler**
- **Prévention de la rechute basée sur la pleine conscience (MBRP Niveau 2)**
- **Les processus cognitifs au service du rétablissement**

Ces formations se sont adressées en 2019 à un total de 160 apprenant·e·s.

Interventions dans des cursus de formation

Le GREA a participé à plusieurs formations dans d'autres lieux scolaires ou de formation. Que cela soit dans la formation initiale ou continue des professionnels du champ socio-sanitaire, il est important que nous transmettions des connaissances et des concepts que notre association professionnelle porte.

- Bachelor en travail social, HETSL, Lausanne
- Master en travail social, HETSL, Lausanne
- Master en travail social et politiques sociales, Université de Fribourg, Fribourg
- CAS Droits des patients et santé publique, Université de Neuchâtel, Neuchâtel
- CAS interdisciplinaire en addictions, fordd, Lausanne
- Executive course, Drug policy, diplomacy and public health, IHEID, Genève
- Diplôme ES d'éducateur social, ESSIL, Lausanne
- Diplôme ES d'éducateur social, Ecole Santé-social Pierre Coullery, la Chaux-de-Fonds

Formations sur mesure

Des demandes nous parviennent pour des formations sur des thématiques spécifiques. Les institutions, associations, écoles prennent contact et, après une définition des besoins, des compétences à acquérir, le GREA organise ces formations sur mesure. En 2019, 5 formations sur mesure ont eu lieu sur les thèmes suivants:

- In médias
- Réduction des risques en résidentiel
- Réduction des risques – formation de base
- Construction de stratégies et d'outils d'intervention RdR sur le terrain (milieu festif)
- Intervention précoce

Journées publiques

4 journées publiques ont été proposées en 2019 :

- À la découverte du réseau fribourgeois au travers de la thématique de l'accompagnement des jeunes en situation de vulnérabilité, Fribourg, 06.06.2019
- Accompagner les seniors dans une perspective de promotion de la santé, Rencontre Intercantonale Latine (RIL), 09.09.2019
- Rencontre des pairs en milieu festif : consultation brève, Plateforme Nightlife du GREA, Yverdon, 02.11.2019
- La rue, regards croisés, comment faire évoluer les pratiques vis-à-vis des nouvelles problématiques urbaines, Lausanne, 19.11.2019

GENEVA
JUNE 2019
DRUG
POLICY
24TH - 28TH
WEEK

Quand les acteurs locaux et internationaux se rencontrent

La Geneva Drug Policy Week – qui a eu lieu du 24 au 28 juin 2019 – fut la première dans son genre. Elle a été organisée par la Plateforme genevoise sur les droits humains, la santé et les substances psychoactives, une initiative conjointe du GREA et de l'Institut de santé globale de l'Université de Genève. La semaine s'est donnée pour objectif de mettre en réseau les acteurs internationaux et locaux concernés par les politiques en matière de drogues, afin de discuter des politiques drogues actuelles, locales et internationales, de partager les expériences et de mettre en avant leur travail. Ce faisant, la Geneva Drug Policy Week a contribué à consolider la position de Genève en tant qu'acteur désormais incontournable du monde des politiques drogues internationales.

Comme le soulignait Antonio Hodgers à l'ouverture de la Drug Policy Week, des études dans d'autres domaines ont démontré que, souvent, lorsque des réformes ont lieu, elles commencent avec un petit groupe d'« entrepreneurs de normes », de personnes qui changent les normes. Puis, après beaucoup de travail et autres facteurs entrant parfois en jeu, la vague monte et le travail de ces entrepreneurs de normes devient une cascade. La Geneva Drug Policy Week s'inscrit dans ce processus. Elle permet de réunir les divers acteurs travaillant dans le milieu des substances psychoactives à Genève, que ce soient des agences des Nations Unies, l'université, les réseaux des personnes usagères, la société civile et les personnes concernées sur le terrain à Genève. L'écosystème genevois est favorable à ce genre d'initiative. La mission de cette dernière est l'information, la recherche et la communication qui sont des éléments cruciaux pour permettre d'avoir des politiques en matière de drogues basées sur la science et qui respectent les droits humains et promeuvent la santé.

Aujourd'hui, la guerre contre les drogues a échoué. Les approches fondées sur les droits humains et la santé sont plus essentielles que jamais. En tant qu'acteurs actifs sur Genève, l'ISG et le GREA ont eu à cœur de contribuer à cette dynamique de changement, à leur modeste niveau. La présence à Genève de nombreux spécialistes, mais aussi de prestations issues de la politique des 4 piliers, peut contribuer de manière constructive et pragmatique aux discussions. Même si cet engagement peut être perçu comme très éloigné du terrain, c'est ici que se préparent les décisions de demain, qui auront un impact certain sur notre travail. Le GREA est fier d'avoir contribué avec ses petits moyens à cette tâche immense de la réforme du cadre international. Il remercie surtout le professionnalisme et l'engagement extraordinaire de Jennifer Hasselgard Rowe, responsable de la Drug Policy Week, efficacement soutenue par Sara Goh.

15 événements publics, partout à Genève

Au total, quinze évènements, dont des conférences, débats, tables rondes, projections de films et visites de terrain, ont été organisés sur différents sites à Genève tels que l'Institut de hautes études internationales et du développement, l'Université de Genève, le Campus Biotech, le Quai 9, l'Entracte et le CAAP Arve. La santé, les conflits, les droits humains, l'accès aux médicaments et de nombreux autres sujets ont été discutés. Cette manifestation a été accompagnée par une Summer School intitulée « Drogues, santé et droits humains » organisée par l'Institut de santé globale de l'Université de Genève et divers partenaires. Nous remercions la Confédération suisse ainsi que la République et le Canton de Genève pour leur soutien à la Plateforme Genevoise et à cette semaine en particulier.

Antonio Hodgers à l'ouverture de la Drug Policy Week

Un grand merci également à toutes les organisations et acteurs qui ont participé à cette semaine, et qui ont rendu son contenu si riche.

Liste des évènements publics :

- Ouverture officielle de la Geneva Drug Policy Week
- Conflits et insécurité liés aux politiques en matière de drogues en Afrique
- Drogues, genre et stigmatisation
- Le devoir de protéger la vie, la peine de mort pour les infractions liées à la drogue et les mesures de réduction des risques : réflexions sur l'Observation générale n°36 sur le droit à la vie du Comité des droits de l'Homme
- Défis contemporains en matière de droits humains et de contrôle des drogues
- Visite d'une salle de consommation contrôlée
- Visite d'un programme de prescription médicalisée d'héroïne
- Accès, disponibilité et accessibilité globale des médicaments essentiels placés sous contrôle international
- Entre objectifs de sécurité, de santé et de développement durable : quelle politique cannabis cohérente ?
- La citoyenneté au cœur du débat sur la politique des drogues
- Le débat ministériel de la Commission des stupéfiants de 2019 : quelles implications pour le plaidoyer de la société civile ?
- Problèmes sanitaires des personnes qui consomment des drogues
- Projection du film « Laila at the bridge » suivie d'une discussion
- Panel sur la position commune du système des Nations Unies sur les drogues
- La consommation non-problématique et usage de drogues : échanges avec les usagers et intervenants
- La communauté en action : les personnes qui utilisent des drogues et autres populations clés dans la lutte contre l'épidémie du SIDA en Russie
- Exposition « Consommation sans risque dans le monde »

Summer school « Droits, santé et droits humains »

Une Université d'été, intitulée « Droits, santé et droits humains », a été organisée conjointement avec divers partenaires. Quatorze étudiants provenant de différents pays, tels que l'Australie, le Kenya, la Suisse, le Rwanda, l'Italie et la Suède, ont participé aux cours afin d'approfondir leurs connaissances sur les liens entre la santé, les drogues et l'usage de drogue ainsi que sur la nécessité de placer la santé et les droits humains au centre des politiques en matière de drogues. Les étudiants ont également assisté aux évènements publics de la Geneva Drug Policy Week et ont pu discuter avec des professionnels travaillant dans les différents domaines liés aux drogues.

Damon Barrett montre les liens entre droits humains et politiques drogues

Katherine Pettus défend l'accès aux médicaments essentiels, rendu difficile par le cadre actuel

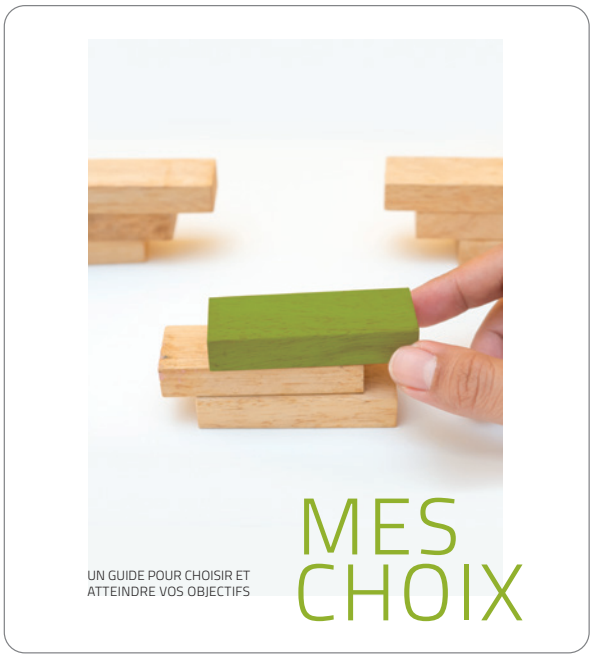
Les projets sont des activités impulsées au sein du GREA. Elles proviennent par exemple de réflexions internes au Comité, de problématiques issues du terrain ou de ses plateformes ou encore de collaborations avec des partenaires suisses ou internationaux. Ces projets peuvent parfois bénéficier de soutiens des pouvoirs publics qui reconnaissent en eux des plus-values à une problématique donnée.

Alcochoix+ / Mes Choix

Contact: *Jean-Félix Savary, jf.savary@grea.ch*

Le programme Alcochoix+ a connu une grande mutation, avec l'arrivée de la série Mes Choix. Celle-ci reprend le modèle d'Alcochoix+ et l'élargi à d'autres substances, comme le cannabis, le jeu excessif et les autres drogues. Parallèlement, la version alcool a été augmentée et adaptée aux besoins exprimés par les professionnels, notamment d'inclure les personnes qui ont une forte consommation d'alcool. A ce jour, les versions Mes Choix-Alcool et Mes Choix-cannabis sont disponibles à la commande au GREA. Les deux derniers volets (jeux et drogues) ne sont pour l'instant pas adaptés et diffusés, par manque de ressources et par incertitudes sur les besoins, mais la réflexion sur la possibilité de développer ces offres aussi en Suisse continuera en 2020.

Le projet s'inscrit dans une collaboration internationale qui réunit belges, français, canadiens et suisses au sein du CIFA (Consortium International Francophone sur les Addictions), ce qui permet de belles synergies.



Guide meschoix cannabis

Grâce à la mutualisation des ressources, il est possible de réaliser des économies d'échelles bienvenues par les temps qui courent, tout en renforçant les liens inter-institutionnels entre les organisations professionnelles francophones. Le consortium a également commencé les travaux pour la numérisation du programme. Un calculateur devrait être disponible dès la fin 2020, en attendant une version 100% numérique et interactive de la série Mes Choix sur une application dédiée, qui devrait encore demander deux années de travail.

Semaine Alcool

Contact: *Marie Cornut, m.cornut@grea.ch*

La Semaine Alcool était initialement une mesure du Programme National Alcool (PNA). L'évènement se déroule au printemps une année sur deux en alternance avec la Journée nationale alcool. Une opportunité pour les professionnels et les acteurs de la société civile d'ouvrir le dialogue sur un produit souvent banalisé dans notre société. Depuis son origine en 2011 et durant de nombreuses années, la Semaine Alcool a été pilotée et soutenue par l'Office Fédéral de la Santé Publique (OFSP) en collaboration avec les associations professionnelles, dont le GREA qui en a assuré la coordination romande à cinq reprises.

En 2019, le paysage est un peu différent: le PNA n'existe plus et l'OFSP ne pilote plus l'évènement. Notre association a toutefois pris soin d'assurer une coordination minimum durant la Semaine Alcool pour soutenir les professionnels. Une séance a permis de rassembler quelques acteurs clés et les actions romandes ont été listées et associées à un communiqué de presse pour soutenir la valorisation médiatique des actions.

Prévention Intercantonale Alcool (PIA)

Contact: *Marie Cornut, m.cornut@grea.ch*

Le PIA, initié en 2017, s'est poursuivi en 2019 en fonction des priorités édictées par le groupe de travail intercantonal coordonné conjointement par la Commission de

Prévention et de Promotion Santé (CPPS) et le GREA. C'est le renforcement des compétences des professionnels sur les spécificités de la consommation d'alcool chez les seniors, qui a été priorisé. La formation est donc devenue l'axe de développement phare de l'année 2019 pour le PIA. En ce sens, le GREA s'est fortement impliqué dans la réalisation d'un contenu théorique et pratique visant à sensibiliser les professionnels concernés dans les cantons romands. Le but est de développer une attention plus fine aux enjeux du repérage et de l'accompagnement des adultes âgés qui consomment de l'alcool de manière problématique, notamment lorsqu'il est question d'interaction entre alcool et médicaments. Ce type d'interaction reste relativement fréquent au sein d'une population qui doit faire face à des souffrances sociales, psychiques ou physiques particulières. Fort heureusement, le vieillissement n'est pas automatiquement lié à la souffrance, puisque parfois synonyme d'épanouissement! En tous les cas, c'est une phase de vie actuellement prise au sérieux par notre stratégie nationale addiction poussant les associations de professionnels à s'investir et à collaborer.

Brochure Nightlife

Contact: *Célestine Perissinotto, c.perissinotto@grea.ch*

Le Nightlife réunit les pratiques diverses d'intervention en matière de prévention et de réduction des risques en milieu festif. Il met l'accent sur la santé et les droits humains. Les professionnels du champ socio-sanitaire en partenariat avec l'industrie et la sécurité font vivre le Nightlife. Son importance est reconnue depuis plusieurs années en Suisse à tous les échelons fédéraux. La Brochure Nightlife se propose de donner des clés de compréhension sur l'intervention de prévention et de réduction des risques en milieu festif nocturne en Suisse romande. En 2016, la Platefome Nightlife du GREA a commencé à travailler sur les bases et les expériences issues du terrain pour mettre en évidence d'une part le sens et les valeurs de l'intervention et d'autre part les ressources existantes.

Collaboration Handicap et Addictions (CHA)

Contact: Marie Cornut, m.cornut@grea.ch

En 2019, grâce à un soutien de l'Office Fédéral de la Santé Publique (OFSP), le GREA a poursuivi son projet de collaboration entre les domaines du Handicap et des Addictions initié en 2017. La Plateforme «Handicap et Addictions», active depuis 2018, s'inscrit dans ce projet pour favoriser les échanges interdisciplinaires entre les deux domaines. En parallèle, le GREA s'est attelé à une recherche de fonds pour développer un projet plus vaste qui comprend:

- Le renforcement des compétences professionnelles à travers la formation
- L'adaptation d'outils existants au niveau international pour augmenter l'empowerment des personnes concernées
- L'adaptation d'outils de repérage et d'accompagnement
- Des projets pilotes visant à accompagner les institutions dans la mise en œuvre de nouvelles méthodes.

Grâce au soutien obtenu auprès de Promotion Santé Suisse, le GREA a pu s'organiser en vue de développer ces axes dans le cadre d'un mandat sur deux ans.

Projet Mutations et Évolutions du résidentiel

Contact: *Jean Clot, j.clot@grea.ch*

Le GREA, associé à la plateforme des fonctions dirigeantes, a organisé conjointement avec la Fédération addiction en France des journées de travail sur le thème des institutions résidentielles et leur rôle dans le parcours de rétablissement des personnes. Ce travail a débouché sur un projet de recherche visant à identifier les spécificités et apports du résidentiel dans le réseau addictions et à mettre en avant les mutations et les évolutions qui ont eu lieu dans le secteur parallèlement à celles du dispositif addictions. Après soumission, un financement a été débloqué avec le soutien des institutions membres de la plateforme des fonctions dirigeantes, la CRIAD, l'AVOP ainsi que l'Association des Œuvres d'utilité publique du district de Courtelary. La recherche vise à intégrer pleinement la parole et les perspectives des professionnels des addictions, des bénéficiaires, de leurs proches et des différents partenaires du réseau.

Les mandats sont des actions que les institutions ou les pouvoirs publics confient au GREA dans un but d'efficience. Ils permettent de mieux associer les professionnels à la mise en œuvre des politiques publiques et favorisent un échange collaboratif entre les pouvoirs publics et les institutions.

Académie des Dépendances

Mandat: NAS-CPA

Contact: *Célestine Perissinotto, c.perissinotto@grea.ch*

En 2017, la Coordination politique nationale des addictions NAS-CPA a accepté de porter une nouvelle fois le projet de l'Académie des Dépendances. Cette dernière édition s'est concrétisée les 19 et 20 septembre 2019 sur le Monte Verità au Tessin. Septante et une personnes ont pris part à l'événement intitulé *« Human enhancement : quel rapport à l'addiction dans le monde de l'homme augmenté ? »*. Les débats, très riches et appréciés, ont vu défiler plusieurs experts et spécialistes des domaines de l'addiction, du sport, de l'histoire ou de la bioéthique. Comme d'habitude depuis maintenant six éditions, l'atmosphère était détendue et conviviale, propice à parler sans tabou et avec une longueur d'avance d'un sujet qui va concerner les politiques drogues dans un futur immédiat. L'académie était organisée avec le soutien financier de l'OFSP, de l'Administration fédérale des douanes, du canton du Tessin, de la Fédération des médecins FMH et de la Société suisse de médecine des addictions SSAM. Sa mise en œuvre était assurée par la Fédération des professionnels des addictions qui réunit le GREA, le Fachverband Sucht et Ticino Addiction.

CRIAD – Coordination Romande des Institutions et organisations œuvrant dans le domaine des Addictions

Mandat: CRIAD

Contact: *Romain Bach, r.bach@grea.ch*

Le travail de la CRIAD s'est centré autour du contrat avec l'OFAS et de la négociation du contrat-cadre 2020-2023. Cette transition a été doublée d'un nouveau défi: la faitière va devoir réaliser des prestations propres. Elles offrent une opportunité de mutualiser le travail autour du dispositif addictions, soit une possibilité de bénéficier à l'ensemble du réseau et aux usagers. Ce travail a démontré une implication engagée des membres. La période 2020-2023 s'inscrira dans la continuité, avec des conditions strictes, sans modifications de la répartition de la subvention entre faitières de l'enveloppe globale.

Du PNA aux Stratégies Addictions et MNT

Mandat: OFSP

Contact: *Célestine Perissinotto, c.perissinotto@grea.ch*

Après le Programme National Alcool (PNA) qui a lié le GREA à l'OFSP entre 2008 et 2018, le GREA est entré le 1er avril 2018 de plain-pied dans les Stratégies Addictions et Maladies Non Transmissibles (MNT). 2019 a été la première année pleine de ce nouveau mandat portant sur la diffusion d'informations et de bonnes pratiques. Ce dernier vise prioritairement à soutenir les cantons dans leur coordination et mise en œuvre de leurs actions de prévention en lien avec les MNT et les addictions. Dans ce cadre, citons par exemple la Newsletter aux cantons, diffusée quatre fois par année aux abonnés et qui fait la part belle aux actualités cantonales et intercantonales sur des sujets aussi divers que le mouvement, les addictions, les phases de la vie ou encore les quatre piliers.

FORDD – Fédération romande des organismes de formation dans le domaine des dépendances

Mandat: FORDD

Contact: *Lydia Schneider, l.schneider@grea.ch*

La FORDD organise deux formations post-grades HES-SO: un Certificat-CAS interdisciplinaire en addictions et un Diplôme-DAS en addictions. Ces formations qualifiantes et professionnalisantes sont à disposition du réseau suisse romand.

La onzième volée du CAS interdisciplinaire en addictions (CAS 2018-2019) a accueilli 28 étudiants. Parmi ceux-ci, 22 personnes ont obtenu leur CAS en addictions et 6 professionnels se sont inscrits à certains modules uniquement. La nouvelle volée du CAS 2019-2020 compte quant à elle 23 étudiants dont 7 professionnels effectuant des modules.

Les instances de la FORDD se sont réunies à plusieurs reprises en 2019 sous la présidence de Gabriel Thorens.

ORDD – Etude pour réaliser un nouveau DAS

Mandat: FORDD

Contact: *Lydia Schneider, l.schneider@grea.ch*

Suite à des difficultés de remplir la volée du DAS, les instances de la FORDD ont décidé de ne plus le proposer dans sa forme actuelle et de développer une nouvelle offre. Un mandat d'étude, financé par l'OFSP, a été attribué au GREA. Il consistait à proposer les options possibles pour un futur DAS, à prendre en compte les avis des institutions membres et à répertorier les différentes formations pouvant être reconnues en complément du CAS en addictions dans un processus d'empilement de deux CAS. A l'automne 2019, l'assemblée générale de la FORDD a décidé de reconduire le DAS. La conception et l'organisation de cette nouvelle formation sont en cours. Elle débutera dès que ces travaux seront finalisés et acceptés par les HES-SO; au plus tard en automne 2021.

Hyperconnectivité

Mandat: OFSP

Contact: *Célestine Perissinotto, c.perissinotto@grea.ch*

Le nouveau mandat de l'OFSP «Cyberaddiction en Suisse» élaboré en collaboration entre le GREA et le Fachverband Sucht porte sur les années 2018 à 2020. Il prévoit, outre le traditionnel rapport du Groupe d'Experts sur la situation de l'hyperconnectivité en Suisse, la réalisation d'un concept pour les professionnels qui reçoivent des parents ou des proches de jeunes consommateurs d'écrans. En 2019, ce projet a particulièrement occupé le GREA. Il s'agissait de réfléchir à comment aider ces professionnels dans un contexte où les écrans s'imposent de plus dans notre quotidien. Faut-il s'inquiéter? Que peuvent faire les parents? Comment le professionnel peut-il distinguer une possible hyperconnectivité de l'enfant d'une autre problématique, qu'elle soit somatique, psychique ou relationnelle? Un groupe de travail dérivatif du Groupe d'Experts a été créé pour cela. Il a produit un concept, fort d'un schéma et d'une boîte à outils, qui sera disponible en 2020.

Intervention Précoce (IP)

Mandat: OFSP

Contact: *Marie Cornut, m.cornut@grea.ch*

L'intervention précoce (IP) est une démarche visant à repérer et soutenir les personnes en situations de vulnérabilité, dans une perspective qui fédère les acteurs concernés autour d'un travail en réseau allant de la prévention à la prise en charge. En 2019, le GREA s'est attelé à poser les bases pour la réalisation de son projet d'enrichissement du modèle et de réactualisation de la brochure IP éditée en 2011. Un projet mandaté par l'Office Fédéral de la Santé Publique.

Des collaborations ont également été entretenues avec RADIX dans le cadre du projet d'implantation de l'IP dans les écoles professionnelles et lieux d'apprentissage. Enfin, le travail habituel de diffusion du modèle IP a été continuer, notamment au travers de diverses interventions dans les formations.

PILDJ - Programme intercantonal de lutte contre l'addiction aux jeux

Mandat: CLASS

Contact: *Camille Robert, c.robert@grea.ch*

Le programme intercantonal de lutte contre l'addiction aux jeux a démarré sa cinquième phase triennale en 2019. Celle-ci prolonge les activités engagées dans les phases précédentes, comme le stand «tous joueurs» ou le soutien à la recherche. Il doit également s'adapter au nouveau contexte de la LJar, entrée en vigueur en 2019. Celle-ci pose de nombreux défis, avec l'ouverture du jeu online pour les casinos et la réautorisation des petits tournois de poker. La coordination du programme a été assurée par Xavier Gottraux, qui a ensuite laissé sa place à Camille Robert, nouvelle coordinatrice du PILDJ dès 2020.

Recherche sur les Jeux de Hasard et d'Argent en Ligne (JHAL)

Mandat: PILDJ

Contact: *Christophe Kurdi, c.kurdi@grea.ch*

Dans la perspective de l'ouverture du marché des jeux en ligne prévue au 1er janvier 2019, le PILDJ a mandaté courant 2018 le GREA et Addiction Suisse pour qu'ils effectuent un état des lieux de la situation avant (phase 1) et après (phase 2) l'introduction de ces nouvelles modalités de jeu. Courant 2019, la première phase de l'étude a été réalisée et a débouché sur la

rédaction d'un rapport (qui sera publié en 2020), qui comprend pour la première fois en Suisse: a) un portrait quantitatif des comportements de jeux d'argent en ligne; b) une description qualitative des pratiques de jeux en ligne; c) un résumé prospectif des enjeux liés aux jeux vidéo «Free-to-Play» dont le modèle économique est basé sur des formes d'achat durant le jeu qui s'apparentent aux jeux de hasard et d'argent.

RIL - Rencontre Intercantonale Latine

Mandat: OFSP
Contact: *Célestine Perissinotto, c.perissinotto@grea.ch*

Le 9 septembre 2019 s'est tenue la seconde RIL, après l'entrée en vigueur des Stratégies MNT (maladies non transmissibles) et Addictions. Elle avait pour thème «Accompagner les seniors dans une perspective de promotion de la santé», thème choisi par les porteurs de projet – OFSP, la CDS, l'AFD et Promotion Santé Suisse - en lien avec le thème de l'année à l'OFSP. L'après-midi a réuni 42 personnes, dont 32 personnes inscrites et 3 personnes représentant les porteurs de projet, 7 intervenants et deux personnes de l'organisation. Tous les cantons romands ainsi que le canton du Tessin, sans la partie francophone de Berne, étaient représentés. Elle était articulée autour de deux plénières, sur la perception de la personne âgée dans la société et le PIA (voir page 13), mais également autour d'ateliers portant sur le passage à l'AVS, les pairs praticiens et la polyconsommation chez les seniors. Ces moments sont particulièrement appréciés pour les échanges qu'ils provoquent et facilitent. D'année en année, dans un monde où la surcharge de travail augmente sur les épaules des professionnels, ces RILs (anciennement PACs - Plans Cantonaux Alcool) sont souvent vues comme une pause d'informations, de réseautage et réflexion.

Scénarii pour le futur de la régulation mondiale des drogues

Mandat: OFSP
Contact: *Jennifer Hasselgard-Rove, Jennifer.Hasselgard-Rowe@unige.ch*

Déposé par Paul Rechsteiner, le postulat 17.4076 «Avenir de la politique suisse en matière de drogue» demandait au Conseil Fédéral de rédiger un rapport sur les évolutions à prévoir dans les dix prochaines années. Fort de son expérience à l'international, le GREA a reçu le mandat par l'OFSP de développer une analyse prospective du cadre international dans la prochaine décennie. De nombreux experts ont été interrogés, tout comme une analyse comparative entre une trentaine de pays. Cela permet de dessiner des tendances cohérentes qui permettent de poser des scéanrii sur les développements du cadre international. Un rapport complet a été remis en 2019, mais celui-ci n'est malheureusement pas public pour l'instant. Le scénario le plus probable montre un affaiblissement du multilatéralisme en la matière, pris entre des positions de plus en plus difficiles à concilier, et sans un leadership fort capable d'imposer une vision unique sur le sujet.

COMMUNICATION ET PUBLICATIONS

Site internet

Lors de l'année 2019, le site internet du GREA a été visité par 36'039 utilisateurs uniques pour un total de 123' 508 pages vues, soit une diminution du nombre de visites (8.96%) par rapport à l'année 2018. Quasiment deux tiers des visites proviennent de Suisse (63,33%). Au niveau international, la France reste la deuxième source de visites (17,49%), devant les Etats-Unis et le Canada (respectivement 3,51% et 3,3%).

Newsletter électronique

La Newsletter hebdomadaire du GREA est distribuée chaque vendredi après-midi. Composée de contenus polymorphes diffusés sur le site, elle renseigne sur les actualités du réseau et des addictions en général, les formations et l'agenda. Le nombre d'abonnés se monte à 2054 en décembre 2019, 206 de moins qu'en 2018. Le mois de juillet a recensé le plus haut pic, soit 287 nouvelles entrées. L'inscription se fait sur le site.

Vidéos et interviews

Le GREA anime une chaîne Youtube. En 2019, 1 vidéo a été publiée. Les vidéos publiées sont principalement sous la forme d'interview de professionnels provenant de divers domaines tels que les addictions, de l'anthropoligie ou encore de la science-fiction.

Revue Dépendances

La revue Dépendances est publiée par le GREA et Addiction Suisse avec la collaboration de rédacteurs spécialisés dans leur domaine en fonction du thème choisi. L'année a été marquée par le départ de Corine Kibora d'Addiction Suisse qui, durant plus d'une décennie, a été avec Jean-Félix Savary du GREA l'une des chevilles ouvrières de ce magazine. Le GREA la remercie chaleureusement ici. D'un point de vue visuel, le magazine s'est offert un toilettage en profondeur et aborde un design résolument plus moderne. Unique en Suisse romande, la revue est offerte aux membres du GREA. Elle est aussi disponible sur abonnement. Tous les articles sont téléchargeables gratuitement sur le site du GREA une année après leur parution.

La revue Dépendances s'est concentrée sur les thèmes suivants en 2019 :

N°64 « Stimulants »

N°65 « Jeux d'argent 2.0 : à la recherche de l'équilibre »

N°66 « Prévention, quo Vadis »

Addiction(s) : Recherche et Pratique

Le 3e numéro de la revue internationale proposée par le GREA, la Fédération Addiction (F), le RISQ (Québec) et Fedito (B) est sorti en mars 2019. Son thème : « Régulation(s) : Conjuguer intérêts et associer les compétences ». L'occasion d'approfondir, au travers des regards des quatre pays francophones, la régulation des drogues illégales, la réglementation des drogues à l'ONU, la prévention des surdoses d'opioïdes et les jeux de hasard ainsi que les free to play. Chaque partenaire impliqué met la version électronique à disposition sur son site web et diffuse en partie à ses membres la version papier, gratuite pour les membres. La version en ligne est accessible.

Communiqués de presse et prises de position

- 30.04.2019 Cannabis : le temps de changer est arrivé
- 09.05.2019 Semaine Alcool 2019 : « Oser doser »
- 19.06.2019 Prise de position du GREA sur la loi sur les films et les jeux vidéo
- 19.06.2019 Geneva Drug Policy Week jusqu'au 28 juin
- 29.08.2019 Prise de position de la Fédération des professionnels des addictions sur les médicaments à base de cannabis
- 04.12.2019 Prise de position du GREA sur le Fonds du tabac

POLITIQUE

Suisse

En 2019, le cannabis a fait son retour sur la scène fédérale. Toujours incapable de trouver une solution pour sortir de l'impasse, le parlement se restreint à l'épineuse question d'autoriser des essais pilotes strictement encadrés. Quel recul pour un pays qui se targue d'avoir mis en place la politique des 4 piliers par une approche pragmatique, basée sur l'expérimentation et la recherche. Ce principe, qu'avait su imposer Ruth Dreifuss, a bien du mal à résister aux assauts des forces obscurantistes de ce pays qui refuse d'étudier une question de peur que les résultats fassent changer d'avis la population. Si cette situation n'est guère enthousiasmante, elle en dit long sur l'état du débat actuel. Plutôt que de résister sur le fond et d'accepter l'épreuve de vérité de la recherche, les tenants de la prohibition n'ont plus d'autre choix de que de nous empêcher de penser, pour éviter tout mouvement politique sur ce sujet. Les excellents rapports de la commission drogues sur le cannabis, publiés en 2019, ne laissent en effet guère de doute sur le chemin à suivre, mais le landerneau fédéral ne semble toujours pas prêt à bouger.

C'est pour cette raison que le GREA s'est engagé activement dans la création de « Cannabis Consensus Schweiz », une alliance entre partis politiques, consommateurs et professionnels. En proposant de lancer une initiative fédérale, cette large coalition d'acteurs entend mettre la pression pour enfin passer l'épaule, avec un sujet qui empoisonne la politique fédérale depuis bientôt trente ans. Cette expérience originale demande une mobilisation de ressources importantes, comme dans tout projet de ce type. C'est cependant un chemin qui doit être tenté, dans le contexte de blocage actuel. Une décision sera prise en 2020 quant au lancement d'un texte, une fois le destin de textes similaires connu, actuellement en attente au Parlement. En effet, les dernières élections fédérales montreraient une nouvelle majorité pour une solution de réglementation du marché. A suivre avec attention !

Dans le domaine des drogues légales, la révision de la loi sur les produits du tabac chauffe toujours le débat politique. Le Conseil des États a adopté une nouvelle version du texte, plus favorable à la santé, avec une restriction de la publicité et l'interdiction d'accès pour les mineurs. Le débat va continuer en 2020, avec de nombreux points de discordes à régler. En première ligne sur ces sujets, AT, les cantons et les organisations spécialisées abattent un travail conséquent et de qualité, qui semble porter ses fruits. Le GREA apporte son soutien pour ce travail, tout en faisant entendre son point de vue sur la réduction des risques et les alternatives à développer dans ce domaine. C'est également la position prise par le GREA dans le cadre de la révision de l'ordonnance sur le fond tabac, que le GREA recommande d'ouvrir dans cette direction.

Le GREA s'est également intéressé aux addictions sans substances. Il a pris position dans la consultation sur la loi sur la protection des mineurs en matière de films et de jeux vidéos. Celle-ci prétend intégrer les questions d'addictions, en ne proposant qu'une norme d'âge d'accès, concoctée par l'industrie. Le rôle du GREA consiste à rappeler que les politiques de prévention ne peuvent se matérialiser dans une seule mesure, même si elle est justifiée. Il reste indispensable de développer des actions de proximité avec les acteurs locaux, et donc de débloquer des moyens pour inscrire dans le réel cette belle idée de la protection de la jeunesse. L'année 2019 marque également l'entrée en vigueur de la loi sur les jeux d'argent. Si les débats sont clos, la mise en œuvre n'en reste pas moins un enjeu, tant au niveau fédéral que cantonal. L'attrait des ressources fiscales générées par les jeux continue d'exercer une pression à la baisse des exigences de protection.

International

L'année 2019 restera probablement celle du tournant au niveau international. Trois ans après l'assemblée générale de l'ONU sur la question (UNGASS), le changement de cap du système prend forme dans les textes. En mars, à la commission mondiale sur les stupéfiants (CND), les États s'engagent résolument dans une nouvelle direction. Ils remettent au centre de la thématique la santé et les droits humains. Après des décennies d'errances sécuritaires nourries par le fantasme d'une société sans drogues, les principes de la Charte des Nations Unies et les objectifs du développement durable (ODD) reprennent toutes leurs places et la politique drogue cesse progressivement d'être un domaine où s'applique un droit d'exception. Le plus saisissant reste la position commune prise par les agences de l'ONU fin 2018, dont la diffusion progressive en 2019 a frappé les esprits. Dans ce document, les agences onusiennes remettent de l'ordre dans les priorités et demandent d'apporter de la cohérence au système. Elles se prononcent pour une politique

progressiste, respectueuse des personnes et de leur entourage. Le document va même jusqu'à appeler à la dépénalisation de la consommation des drogues illégales, un pas que les États membres sont encore loin d'avoir franchi.

Une coalition d'ONGs et d'États progressistes a su provoquer ce changement, alors que le rapport de force lui était largement défavorable voici encore une décennie. La perte du leadership américain sur le sujet, après les premières expériences de réglementation du cannabis, aura permis de fracturer définitivement le «consensus de Vienne», qui symbolisait l'esprit de croisade qui présidait encore récemment les échanges. Cela aura permis de créer de nouveaux espaces de discussions et nouvelles opportunités de changement. A son petit niveau, le GREA a également participé à ce mouvement de réforme. Présent à la CND dans la délégation de la Suisse, il a aussi œuvré à Genève, avec la plateforme sur les droits humains et la santé ainsi que la Drug Policy Week (voir coupe de projecteur p.11).

Aujourd'hui, le système international redevient une ressource pour les acteurs locaux, qui peuvent s'appuyer sur le droit international pour faire avancer les agendas nationaux. Car si le changement est radical au niveau international, les pays restent empêtrés dans leur politique répressive, avec des cas particuliers spécialement inquiétants comme aux Philippines. Dans de nombreux pays occidentaux où les changements sont attendus, la situation stagne et les réformes se font toujours attendre. C'est donc bien aux niveaux national et local qu'auront lieu les prochaines étapes de la réforme. Cette fois-ci, et contrairement aux dernières années, le système onusien va souffler dans les voiles des avocats de la réduction des risques et des droits humains, au détriment des tenants de l'approche punitive, qui avaient bénéficié de ce soutien pendant des décennies.

L'ASSOCIATION

Le groupement romand d'études des addictions (GREA) est l'association romande des professionnels actifs dans le champ des addictions depuis plus de 50 ans.

MEMBRES DU GREA

En 2019, le GREA comptait un total de 403 membres dont 25 institutions provenant de toute la Suisse romande.

Le secrétariat

Romain Bach, responsable institutions, SG adjoint
Marie Cornut, chargée de projet réseau
Siham Musa, employée de commerce
Célestine Perissinotto,
responsable communication, SG adjoint
Jean-Félix Savary, secrétaire général
Lydia Schneider, responsable de formation
Zélie Zigliani, responsable administration
Jennifer Hasselgard-Rowe,
chargée de projet international
Christophe Al Kurdi, chargé de projet recherche
Nicolas Pythoud, chargé de projet
Besa Sulejmani, apprentie employée de commerce
(dès août 2019)
Jean Clot, chargé de projet recherche
(dès décembre 2019)
Xavier Gottraux, chargé de projet

Le comité

Cédric Fazan, Fondation le Tremplin, FR, président
Ann Tharin, Eesp, VD, vice présidente
Jean Bergeron, UAS/Nant, VD
Barbara Broers, HUG, GE
Ken Brunner, FMR, VD
Stéphane Caduff, FVA, VD
Hervé Durgnat, Argos, GE (jusqu'à novembre 2019)
Yaël Liebkind, La Main Tendue – 143, GE
Aline Iacoviello-Villard, Argos, GE
(à partir de novembre 2019)
Nathalie Mondin, Le Radeau, FR
Cédric Perriard, Le Levant, VD
Isabelle Philippe, CERFASY, NE (jusqu'à juillet 2019)
Benjamin Ravinet, Addiction Neuchâtel, NE
Jeorge Riesen, psychiatre, cabinet privé, FR
Thomas Urben, Addiction Valais, VS
Niels Weber, psychothérapeute indépendant, VD

Civilistes et stagiaires

Brice Seiler, civiliste
Simon Nikles, civiliste
Pierre Diserens, civiliste
Tristan Burban, civiliste
Kevin Sprengers, civiliste
Jean Clot, stagiaire BNF
Roger Barberot, stagiaire

BILANS COMPARÉS AUX 31 DÉCEMBRE 2018 ET 2019

ACTIFS	2018	2019
ACTIFS CIRCULANTS	**583 385,67**	**790 367,13**
Caisse	4,75	4,75
PostFinance 10-21391-8	273 800,43	339 366,38
Raiffeisen 7879291 cpte épargne soc.	118 286,85	118 384,04
Raiffeisen 9870239 cpte épargne	6 283,89	6 285,46
Raiffeisen 5038739 cpte garantie loyer	11 696,73	11 699,65
Débiteurs	82 134,00	219 870,00
./. Provision pour pertes s/débiteurs	-9 800,00	0,00
Impôt anticipé	6,30	8,40
Actifs de régularisation	58 097,90	94 748,45
TVA à recevoir	42 874,82	0,00
ACTIFS IMMOBILISÉS	**10 301,00**	**11 401,00**
Matériel informatique	7 700,00	8 400,00
Matériel de cours	1,00	1,00
Aménagement des locaux	2 400,00	2 800,00
Titres	200,00	200,00
TOTAL	593 686,67	801 768,13

PASSIFS	2018	2019
CAPITAUX ÉTRANGERS	**234 345,10**	**119 079,92**
Créanciers	43 773,20	5 314,55
PostFinance 14-979260-9	7,41	0,00
TVA due	0,00	29 097,31
C/c PILDJ	25 492,34	21 120,51
C/c Cornèrcard	109,55	1 216,00
Passifs de régularisation	164 962,60	62 331,55
MANDATS	**-6 140,86**	**167 014,16**
C/c Mandat PNA	8,85	8,85
C/c Mandat CRIAD	-10 918,35	-191,72
C/c Mandat - PIA - Campagne alcool	441,60	-7 687,66
C/c Mandat intervention précoce	788,78	108 737,06
C/c Mandat PF GE	7 579,65	4 054,09
C/c Mandat Online Sucht	2 365,95	5 631,45
C/c Mandat MNT (news+Monitoring alcool et tabac)	0,00	1 050,10
C/c Mandat Tabac	-10,20	-10,20
C/c Mandat ProMeDro (OFSP)	1 695,65	47 695,65
C/c Mandats internationaux	14 889,90	10 180,92
C/c Mandat Prévention du Jeu Excessif	2 826,85	2 826,85
C/c Mandat SuAk - Académie dépendances	-25 809,54	-5 281,23
FONDS PROJETS	**90 261,34**	**236 422,51**
Fonds Alco+	24 405,60	2 965,79
Dépendances	7 949,35	-129,65
Projet DB & Site	7 388,00	7 388,00
Projet In Médias	20 109,69	12 924,69
Projet Brochures Ados	-734,95	-536,67
Projet Nightlife	31 393,65	31 193,65
Projet Handicap et consommations	-250,00	134 252,18
Projet Mes choix	0,00	29 318,67
Projet résidentiel	0,00	19 045,85
CAPITAUX PROPRES	**276 742,03**	**275 221,09**
Capital	101 962,97	100 442,03
Réserve plan social	82 983,12	82 983,12
Fonds formation	13 000,00	13 000,00
Réserve PF Genre	0,00	0,00
Fonds communications	17 963,58	17 963,58
Réserve pour équipement	8 171,00	8 171,00
Réserve campagnes politiques	20 941,36	20 941,36
Réserve projet de prévention	30 000,00	30 000,00
Fonds formations TSHM	1 720,00	1 720,00
DIFFÉRENCE (capital)		4 030,45
DIFFÉRENCE (découvert)	-1 520,94	
TOTAL	593 686,67	801 768,13

COMPTES DE RÉSULTAT COMPARÉS 2018 ET 2019

Période du 1er janvier au 31 décembre

DÉPENSES	2018	2019
FORMATION GREA	**82 089,39**	**38 892,55**
Promotion formation	5 022,98	3 623,76
Défraiements intervenants	46 612,70	30 141,10
Frais modules	10 884,90	277,62
Frais journées	18 638,81	2 220,08
Frais certification	930,00	2 629,99
COORDINATION	**31 330,33**	**24 892,82**
Soutien aux plateformes	5 531,94	725,03
Frais de délégation internationale	3 753,18	2 827,13
Autres frais de délégation et représentation	339,80	347,14
Cotisations diverses	1 300,00	1 284,29
Comité GREA	7 216,40	3 480,80
Membres GREA	9 034,15	11 731,50
Documentation (acquisition d'ouvrages)	914,71	1 615,91
Accueil participants	3 240,15	2 881,02
COMMUNICATION	**28 901,75**	**18 973,45**
Internet	300,00	1 957,62
Base de données	2 696,40	681,59
Maintenance	8 922,80	4 258,18
Impressions et envoi réseau	7 159,15	9 480,63
Graphisme	1 848,55	896,47
Débats	0,00	814,97
Promotion	7 974,85	883,99
PERSONNEL	**947 155,75**	**1 031 654,22**
Salaires	797 998,30	863 406,15
./. Salaires récupérés	-42 060,00	0,00
Charges sociales	146 331,75	139 287,35
./. Allocation initiation au travail	0,00	-2 145,00
Défraiement, transports, formation, représ.	15 173,35	10 784,52
Auxiliaires (stagiaires et civilistes)	29 072,35	19 921,20
Frais professionnels forfaitaires apprentie	640,00	400,00
ADMINISTRATION & INFRASTRUCTURES	**165 416,67**	**101 426,15**
Leasing, technique et hardware	4 131,35	4 247,51
Maintenance informatique	3 321,55	18 119,11
Télécom (téléphone, Internet)	4 824,95	4 889,63
Loyer	48 741,60	48 741,60
Entretien des locaux	882,50	828,86
Fournitures de bureau, frais administratifs	951,72	1 788,41
Comptabilité	13 417,80	15 574,90
Assurances commerciales	377,70	392,85
Frais financiers et intérêts	945,22	2 470,28
Ajustement TVA	4 902,75	3 174,66
Amortissements	6 187,00	6 791,73
Attribution provision pour pertes s/débiteurs	9 800,00	-9 798,96
Pertes sur clients	32 390,00	0,00
RISA, couverture de déficit	7 011,18	0,00
Mouvements extraordinaires	27 531,35	4 205,57
TOTAL	1 254 893,89	1 215 839,19

PRODUITS	2018	2019
RECETTES	**240 287,10**	**158 342,97**
Cotisations	56 170,00	56 710,00
Modules de formations	111 117,00	75 642,22
Journée de formations	25 000,00	3 750,00
Prestations diverses	32 520,00	6 540,39
Autres produits	9 250,10	3 340,36
Indemnités interventions	6 230,00	12 360,00
MANDATS	**817 602,40**	**780 541,29**
Produit fordd	121 996,30	135 923,90
Produit PILDJ	124 050,00	193 320,00
Résultat s/Mandat PNA	76 800,00	17 520,00
Produit CRIAD	166 500,00	175 785,05
Résultat s/Mandat PIA - Campagne alcool	32 900,00	31 480,00
Résultat s/Mandat intervention précoce	89 200,00	29 100,00
Produit RIL	0,00	25 930,71
Produit PAC+ (KAP+)	32 855,15	-0,02
Résultat s/Mandat Online Sucht	17 600,00	6 300,00
Résultat s/Mandat PF GE	64 400,00	40 600,00
Résultat s/Mandat ProMeDro (OFSP)	56 200,00	69 000,00
Résultat s/Mandat internationaux	18 600,00	35 800,00
Résultat s/Mandat Prison et addictions	978,05	0,00
Résultat s/Mandat Académie dépendances	15 522,90	19 781,65
PROJETS	**66 000,00**	**80 390,03**
Produit A+	50 400,00	16 800,00
Résultat s/Dépendances	0,00	21 109,00
Résultat s/Handicap et consommations	0,00	37 200,00
Dissolution compte semaine alcool	0,00	5 281,03
Dissolution projet charte	10 000,00	0,00
Dissolution PF Genre	5 600,00	0,00
AUTRES PRODUITS	**128 426,58**	**200 491,57**
Soutiens cantonaux (dîmes)	124 750,00	192 750,00
Soutien 3K LStup	3 750,00	7 750,00
Escomptes	-73,42	-8,43
PRODUITS FINANCIERS	**1056,87**	**103,78**
Intérêts rémunératoires	1056,87	103,78
BÉNÉFICE DE L'EXERCICE		4 030,45
PERTE (-) DE L'EXERCICE	-1 520,94	
TOTAL	1 254 893,89	1 215 839,19

GROUPEMENT ROMAND D'ÉTUDES DES ADDICTIONS

Rue Saint-Pierre 3
CP 6319
1002 Lausanne
T. +41 24 426 34 34
info@grea.ch

WWW.GREA.CH

GREA
GROUPEMENT ROMAND D'ETUDES DES ADDICTIONS

NOUS TENONS ÉGALEMENT À REMERCIER CHALEUREUSEMENT TOUS LES ORGANISMES QUI NOUS PERMETTENT D'OFFRIR NOS PRESTATIONS

Canton de Fribourg
Canton de Genève
Canton du Jura
Canton de Neuchâtel
Canton du Valais
Canton de Vaud
Conférence latine des Affaires sanitaires et sociales
Confédération suisse